



ASSEMBLEE GENERALE DU 24 Novembre 2011

RAPPORT D'ACTIVITE SECTIONNAIRE et ACTUALITE REVENDICATIVE

Cher-e-s camarades,

Notre dernière Assemblée Générale a eu lieu le 6 octobre 2010. Pour mémoire, nous avons eu 2 assemblées générales en 2010 pour cause de Congrès de fusion à SEIGNOSSE du 3 au 7 mai 2010.

Cette AG aujourd'hui est donc une assemblée classique où nous avons le temps de discuter de l'activité départementale de la section et de la situation revendicative.

La prochaine Assemblée Générale aura lieu très rapidement en mars 2012 probablement puisque le Congrès aura lieu en avril 2012 à Guidel dans le Morbihan

Je tiens à remercier Sylvie Le Gall des Côtes d Armor ainsi que Jacques Stephan de la CGT FP 35.

J'en viens maintenant au rapport d'activité de la section sans oublier la situation revendicative générale Sylvie reviendra sur les élections professionnelles ,Florence vous présentera un diaporama sur la crise, Mariannick un mot sur les services sociaux

RAPPORT D'ACTIVITE SECTIONNAIRE

Ce rapport d'activité couvre la période du 6 octobre 2010 à aujourd'hui.

La dernière AG avait eu lieu en plein conflit des retraites. Vous connaissez toutes et tous l'issue de ce conflit, je ne reviens pas dessus, vous pourrez si vous le souhaitez en reparler au cours du débat.

Depuis 2007 et l'élection du Président de la République, les décisions du gouvernement illustrent parfaitement son idéologie libérale: bouclier fiscal pour les plus fortunés, RGPP (révision générale des politiques publiques) avec comme chantier exemplaire et emblématique, la fusion DGI/CP, Pôle Emploi..., fermeture de services publics sur le territoire et multiplication des suppressions de postes, plans de licenciements à foison, nouvelles attaques contre les retraites et la protection sociale.

C'est un véritable recul social général pour les salariés et la population.

La crise s'est accentuée depuis la fin de l'année 2010 et la situation économique et sociale de cette rentrée 2011 est particulièrement alarmante.

Celle-ci est placée sous le signe des politiques d'austérité mises en œuvre par les gouvernements des pays européens qui entendent une nouvelle fois faire payer la crise aux peuples et particulièrement aux salariés.

Le seul but poursuivi est de venir à la rescousse des marchés financiers, pourtant seuls responsables de cette crise financière qui se développe depuis 2008. Il s'agit de répondre aux attentes des affairistes et actionnaires dont la seule préoccupation est la recherche d'accroissement de leurs profits financiers.

Pour cet objectif, les gouvernements mobilisent l'argent public au service des intérêts égoïstes de cette caste de privilégiés contre l'intérêt général. Les salaires, l'emploi stable, les politiques de solidarité sociale, les services publics et les agents qui les font vivre au quotidien sont considérés comme source de dépenses excessives qui doivent être réduites. Cela impacte le sort de millions de salariés du privé comme du public, de retraités, de privés d'emplois qui risquent de connaître un nouvel épisode important de la dégradation de leurs conditions de vie.

Les choix faits en cette rentrée par Sarkozy et son gouvernement sont de cette veine particulièrement avec :

- la hausse de la taxation des mutuelles qui sera répercutée sur leurs adhérents,
- la hausse des prélèvements sociaux (CSG)
- la hausse des taxes sur la consommation (tabac, alcool, autres boissons)
- Création d'un délai de carence d'un jour pour les fonctionnaires

Dans le même temps, la contribution des plus hauts revenus reste symbolique et n'est pas de nature à réduire les inégalités : 200 millions alors que la baisse de l'ISF leur a fait gagner plus de 2 milliards et le bouclier fiscal leur a fait bénéficier de 679 millions pour la seule année 2009.

Les mesures prises par FILLON pour le dernier collectif budgétaire sont insensées de cynisme, pour la petite obole des riches, tout le reste touche le peuple.

L'objectif de la recherche d'équilibre budgétaire est agité devant les populations comme un hochet pour rechercher l'adhésion populaire aux politiques d'austérité. La règle d'or vise à la condamnation des peuples ad vitam aeternam à ces politiques.

Mais la supercherie est de taille car si la question des dépenses publiques est mise en exergue, jamais les questions de l'utilité sociale de ces dépenses, de l'investissement social sur le long terme (l'éducation par exemple), pas plus que celle de l'insuffisance de recettes ne sont posées.

Or ce qui marque les politiques libérales c'est bien l'immense gâchis social lié aux cadeaux fiscaux faits aux plus riches (bouclier fiscal, abaissement de l'ISF) et autres subventions aux entreprises sans contrôle ni obligation de retour d'efficacité sociale et économique.

A la DGFIP, les logiques à l'œuvre dans le cadre de la fusion s'inscrivent dans cette démarche. La mise en œuvre de l'intéressement, la prime de fonction et de résultats, la poursuite des suppressions massives d'emplois ainsi que les licenciements d'agents non titulaires sont des mesures dont il est attendu des

économies substantielles qui se font sur le dos des agents.

Les suppressions d'emplois annoncées une nouvelle fois comme un axe fort des choix d'austérité de la politique gouvernementale génèrent des situations de plus en plus insupportables dans les services en termes de dégradation des conditions de vie au travail et de qualité d'accomplissement des missions.

Les agents de la DGFIP avec les autres salariés ont donc toutes les raisons d'exiger la mise en œuvre d'autres choix que ceux qui les promettent à une vie toujours plus difficile sur le plan personnel, familial et professionnel. La satisfaction des revendications qu'ils portent dans les luttes sociales fait partie intégrante des changements d'orientation nécessaires.

Malgré les discours de la Direction générale, nous le savons bien, la fusion n'a qu'une ambition: diminuer le nombre d'emplois publics et consacrer le recul généralisé des missions avec comme corollaire la poursuite de la dégradation des conditions de travail.

Dans le Finistère, 27 emplois ont été supprimés en 2010

L'administration centrale s'accorde un auto-satisfecit, elle ne relève que des aspects positifs et qu'elle s'est même mise en place plus vite que prévu !

Mais, à l'épreuve des faits, cette communication ne tient pas la route. Les agents le savent bien ; leur réalité quotidienne en témoigne, quelque soit leur service !

Après le conflit des retraites où les agents avaient beaucoup donné (les prélèvements de jours de grève se sont étalés jusqu'en début d'année pour certains collègues), la mobilisation a eu du mal à reprendre.

La 1ère mobilisation de l'année se situe le 31 mai 2011 : Pour mémoire, il n'y avait pas eu d'appel ferme à la grève au niveau du syndicat national nous avons appelé aux manifestations

La 2ème mobilisation de l'année c'est l'action du 11 octobre 2011 : sur le thème de « nous ne paierons pas leur crise », c'était une journée nationale d'action interprofessionnelle et à la DGFIP une action contre la dégradation des conditions de travail et de la qualité d'accomplissement des missions. Dans le Finistère seuls la CGT et le Snui/sud ont appelé à la grève.

24,65% de grévistes dans la FF 56 et 11,25% dans la FGP

Le bureau national écrivait ceci dans son communiqué après la journée de mobilisation :

« Face à la dégradation continue de la situation des salariés, palpable et concrète au quotidien, on ne peut s'en remettre à l'attente passive de jours meilleurs. L'intervention des salariés est indispensable pour que d'autres choix prévalent enfin.

A la DGFIP, 20% des agents ont participé à la grève.

Cet engagement conséquent dans l'action dans un contexte économique et social difficile, même s'il est en deçà de mobilisations antérieures, montre, qu'à l'image

des autres salariés, les personnels de la DGFIP n'entendent pas se laisser anesthésier par la démagogie libérale.

Si les interrogations sur l'impact de l'action collective dans la période a manifestation fait obstacle à une participation de plus grande ampleur, cela ne signifie en rien que les agents donnent un blanc seing aux politiques régressives dont ils subissent quotidiennement les effets néfastes dans leur vie professionnelle et personnelle. »

Diverses actions et mobilisations des retraités ont également eu lieu dans la période. Le jeudi 6 octobre 2011, les OS de retraités ont appelé à participer massivement aux manifestations qui se déroulaient sur les questions de la perte d'autonomie et du pouvoir d'achat des pensions.

Qu'est-ce qui peut expliquer des mobilisations relativement modestes cette année alors que la situation économique et sociale est gravissime ?

Tout d'abord le manque d'unité si la CFDT a accepté d'appeler à l'action elle ne va pas jusqu'à appeler à la grève et FO se réfugie dans l'attente du grand soir.

Dans un numéro du journal confédéral de la CGT, Monique et Michel PINCON (docteurs en sociologie) parlent d'un état de tétanisation, de sidération depuis l'élection de Sarkozy en 2007 où la collusion entre les forces de l'argent et le pouvoir politique n'a jamais été aussi visible.

Ces sociologues nous disent également que « pour l'heure, les gens sont à la recherche d'analyse, de mots pour dire leur souffrance. [Et pour dépasser l'état de sidération] Et c'est- compliqué quand la cellule de communication de l'Élysée fonctionne sur 2 axes, les fumigènes et la saturation.

Les fumigènes, c'est la suppression du bouclier fiscal alors qu'on allège discrètement l'ISF. La saturation, c'est, du matin au soir, occuper l'espace médiatique, de sorte que les gens n'ont pas la possibilité de faire des analyses. La situation est quand même bizarre, nous sommes les plus nombreux et l'on va accepter l'inacceptable ? Les gens oublient que les riches ne représentent même pas 1% de la société française. »

La conception du dialogue social du locataire de l'Élysée et du 1er ministre est aussi une des raisons, leur intransigeance.

La raison essentielle tient pourtant à ceux beaucoup considèrent qu'on ne peut pas agir contre la crise, qu'elle est fatale. Pourtant la CGT fait des propositions pour la combattre.

Florence va vous présenter un diaporama sur les causes et de la crise et nos contre propositions

Nos actions prochaines ;

➤ Publication d'une expression contre le plan d'austérité Gouvernemental et son impact avec la situation de l'emploi et des missions à la DGFIP ;

- reprise d'une campagne sur les salaires en lien avec l'UGFF ;
- expression/analyse sur le rapport de la cour des comptes concernant la fusion DGI-DGCP ;
- relance d'une pétition sur le 8ème échelon de la catégorie C en recherchant un cadre unitaire ;
- Inscription du syndicat dans la journée européenne d'action pour les services publics le 30 novembre selon des modalités à décider localement ;
- participation à la journée interprofessionnelle de mobilisation contre le plan d'austérité gouvernemental le 13 décembre. La CEN a considéré que la perspective d'un engagement dans la grève du syndicat pour cette journée n'était envisageable qu'à partir d'un accord de toutes les organisations sur cette modalité d'action.
- Préparation d'une journée de grève DGFIP en janvier 2012, dans un cadre le plus unitaire possible, autour des questions de l'emploi en exigeant de véritables négociations.

LES CTPD

À l'occasion du CTPD « suppressions d'emplois » nous n'avons pas siégé.

Le prochain CT « suppressions emploi » devrait avoir lieu en janvier prochain, nous aurons à réfléchir sur les modalités d'action que nous prendrons ensemble.(sachant que les CT contrairement aux anciens CTPD ou CTPL ne sont convoqués qu'une fois

Nos représentants ont porté systématiquement les revendications et les demandes des agents des 2 filières face à la Direction

–L'activité de la section, ce sont aussi les CAP.

Les CAP qui demandent le plus de travail aux élus en amont et le plus d'attention dans leur déroulement, ce sont évidemment les CAP d'appels de note.

Les collègues nous font confiance pour les défendre. Ils connaissent la détermination de nos élus en CAP.

Pour toutes ces CAP de notation, vous avez eu un compte rendu détaillé. Je n'insiste pas sauf à dire que les résultats obtenus ne sont pas forcément négligeables. .Sue ce soit dans la notation ou dans les appréciations littérales
L'activité de la section, c'est aussi notre présence et nos interventions dans le

Comité départemental d'Action Sociale (CDAS) et le Comité d'Hygiène et Sécurité (CHS). Vous avez également été destinataires des comptes-rendus de ces réunions, ils sont disponibles sur notre site internet départemental. Mariannick vous en dira quelques mots

L'activité de la section, c'est aussi notre implication dans l'inter pro:

- Roger Héré secrétaire de l'UL de Morlaix Philippe Auzillaud trésorier
- Monique Garniel membre de la Ce de Quimperlé
- Christian Farges membre de la CE de Quimper
- Françoise Sage membre de la Ce de l'ul de Lesneven
- Florence Here au bureau de l'Union départementale

Ainsi que dans la vie du syndicat national

Florence Here est membre de la CEN

Anne TANGUY siège au Srias (action sociale régionale interadministrative) et au comité national action sociale fonction publique.

L'an dernier, lors de notre précédente AG, nous disions qu'avec la fusion et la création de la Direction départementale des Finances Publiques, c'était et c'est toujours un chantier énorme qui s'ouvrait pour notre future activité syndicale.

Les champs professionnel et syndical sont considérablement élargis et nous avons besoin de tous les militants et les syndiqués pour travailler et progresser en audience.

Nous avons entrepris des visites de postes dans toutes les trésoreries du département toutefois les militants ont souvent du mal à se dégager.

Nous avons porté les revendications des collègues et avons réalisé de nombreuses adhésions notamment dans la filière Gp mais aussi dans la filière fiscale dont de nombreux jeunes et je pense que cela ne peut que progresser car notre marge de manœuvre est très importante. L'objectif doit être de visiter au moins une fois par an tous les postes de la Direction.

J'en viens maintenant aux résultats des élections professionnelles.

Ces élections se déroulaient dans un contexte totalement nouveau, il est par conséquent difficile de faire des comparaisons avec le précédent scrutin de 2007.

Cependant, on peut quand même le faire pour les CAP locales.

La CGT a progressé en pourcentage avec un demi-point de plus.

Au niveau du CTM au plan départemental nous représentons 23,39% FO 27,18% et le Snui 25,86 la CFDT 15,82%.

Ce vote se situait dans un contexte nouveau avec une population changée (c'est le cadre C qui a encaissé les suppressions d'emploi) et en ce qui concernait la filière Gp les agents avaient désormais le choix entre 4 principaux syndicats au lieu de 3.

Nous ratons d'une voix l'entrée en cap L A

Pour les CAP nationales, la CGT récolte globalement 251 voix soit 21,42%.
Nous sommes 1ers dans la CAP des géomètres avec 84,62. A la CCP des agents berkanis, nous sommes en première position 61,90% mais seuls 21 agents sur 41 ont voté.

Pour le Comité Technique Local, nous obtenons 277 voix soit 22,7 et nous obtenons 2 sièges.

Pour le comité Technique Ministériel nous obtenons 284 voix soit 23,39%.

On peut constater une homogénéité de nos résultats dans les différents votes.
Notre meilleur score est le CTPM là où pourtant l'offre syndicale est la plus diversifiée.

Cela montre la bonne image de la CGT. D'autres syndicats bénéficient d'un effet report quand il n'y a pas de listes de petits syndicats (CFTC UNSA...) le SNUI récupère ces votes là. Merci à toutes et tous d'avoir contribué d'une façon ou d'une autre à ces excellents résultats.

Je laisserai le soin à Sylvie de nous commenter les résultats au niveau national.

Comme je l'ai dit nous avons des marges de manœuvre très importantes en matière de syndicalisation et notamment dans la FGP où l'écart est plus grand entre nos électeurs et nos syndiqués, alors continuons ensemble de travailler pour continuer à faire progresser la CGT !

COMMUNICATION

Notre site internet est commun depuis février 2010 et il est régulièrement mis à jour. Ce sont près de 200 articles qui ont été publiés depuis cette date. Nous essayons qu'il soit clair, informatif et pratique. La priorité est donnée à l'information locale DDFIP bien sûr avec les différents compte-rendu, mais aussi la vie syndicale de l'inter pro

Notre journal Tous ensemble sort régulièrement nous avons amélioré les comptes rendus des CAP CTP CDAS et CHS mais c'est perfectible

Formation syndicale

□ Une Formation pour tous les élu-e-s en CAP locale (titulaires suppléants et experts) est prévue en février

□ Nous prévoyons en début d'année 2012 une formation d'accueil pour tous nos syndiqués qui le souhaitent mais c'est particulièrement pour les jeunes et/ou nouveaux syndiqués

Un point sur le CCN de la CGT

L'ensemble des fédérations professionnelles, des unions départementales et des comités régionaux était réuni les 8 et 9 novembre 2011 avec la Direction confédérale de la CGT. Ces travaux se sont déroulés, au lendemain des nouvelles mesures d'austérité annoncées par le Premier Ministre.

À peine sorti du G20, le Président Sarkozy, drapé dans la cape du protecteur de la France et de l'Europe, s'est une nouvelle fois soumis au diktat des marchés financiers.

Le nouveau plan d'économie annoncé n'est qu'aggravation des inégalités sociales et des mesures en trompe l'oeil sur la contribution fiscale des grandes entreprises et plus hauts revenus, alors que 170 milliards d'euros sont accordés aux entreprises au titre des aides et des exonérations de cotisations.

Non content de ce plan d'austérité pour les dépenses publiques et sociales, le gouvernement impose aux salariés une accélération dans la mise en oeuvre de la réforme des retraites en portant l'âge de départ en retraite à 62 ans en 2017 au lieu de 2018 et, ceci, alors que le chômage explose. En clair, 80 % de la facture seront supportés par les salariés. Rien n'est envisagé pour sortir de la crise et promouvoir une relance de la croissance par une politique de revalorisation du travail, de développement et de reconquête de l'industrie et des Services publics.

DES POINTS D'APPUI CONSÉQUENTS POUR ORGANISER LA RIPOSTE

Cette rigueur dépasse les frontières de l'hexagone: les mobilisations en Europe, Grèce, Portugal, Italie, Écosse, Royaume uni, Espagne et récemment la manifestation internationale lors du G20 à Cannes, témoignent de la réaction des peuples aux mesures d'austérité.

Notre campagne, conduite par nos syndicats, à l'appui de nos dix exigences continue de marquer l'opinion publique. Dans ce cadre, l'action du 11 octobre dernier représente un succès et un point d'appui pour les organisations de la CGT. La confiance en nos capacités pour améliorer la situation des salariés, nos propositions pour sortir de la crise ne sont pas des slogans et doivent permettre d'ancrer les revendications sur les lieux de travail.

En cela, toutes les luttes gagnantes contre les suppressions d'emplois, pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail participent au rapport de force et ont besoin d'être mieux popularisées et valorisées dans toute la CGT.

En réactualisant nos repères revendicatifs, nous confirmons que notre ambition de transformation sociale se construit avec les salariés et nous invitons les organisations de la CGT à en prendre connaissance le plus rapidement possible pour que nos propositions soient mises en débat avec les salariés dans leurs aspirations à changer le travail.

Forts de la journée confédérale du 13 octobre sur le thème « Transformer le travail,

une ambition CGT », tout nous pousse à prioriser notre activité là où se créent les richesses, là où les salariés peuvent avoir prise sur l'organisation et la finalité de leur travail. Ce climat de confiance à l'égard de la CGT se traduit dans les bons résultats de la CGT dans les différentes élections professionnelles de la Fonction publique et Organismes sociaux. Elles s'inscrivent dans un processus électoral qui permettra de mesurer la représentativité des syndicats.

Nous avons donc besoin de nous déployer dans les entreprises pour assurer la présence de liste CGT au premier tour des élections et réussir le rendez-vous avec les salariés des petites entreprises, qui seront amenées à voter pour la première fois pour des listes syndicales fin 2012.

À cela, il faut ajouter l'évolution positive de nos forces organisées. Elles indiquent une progression de plus de 15 000 FNI entre 2007 et 2009, pour atteindre 670 000 syndiqués.

LA REVENDICATION: NOTRE CONTRIBUTION AU DÉBAT POLITIQUE

La CGT a l'intention de participer au débat public lors de la campagne des élections présidentielles. Nous livrerons nos critiques sur le mandat du Président Sarkozy et avancerons nos analyses au moment opportun. Nous ne sommes jamais aussi efficaces et compris par le monde du travail, que lorsque nous assumons nos responsabilités de syndicat. Tout d'abord parce que les attentes sociales des salariés sont grandes et que nous avons fort à faire dans notre démarche d'organiser les salariés autour des revendications. Et d'autre part, nous ne devons pas en tant que syndicat, guider les syndiqués et les salariés vers tel ou tel candidat, conformément à nos orientations de congrès et à nos statuts.

Si la liberté d'engagement politique est entière pour les syndiqués CGT et ses dirigeants, personne ne doit engager une organisation CGT au motif de sa préférence politique. Lorsque 85 % des salariés se revendiquant proches de la CGT s'affirment de Gauche sur l'ensemble de l'échiquier politique, il nous revient, a fortiori dans une période électorale, de garantir l'unité dans le syndicat et veiller au respect des différentes sensibilités.

Nous continuerons à être intransigeants pour combattre les thèses nauséabondes du Front national qui s'opposent aux valeurs de progrès social et de solidarité entre travailleurs, quelques soient leurs nationalités, leurs origines et leurs confessions.

LES SYNDICATS DE LA CGT DOIVENT ÊTRE RÉSOLUMENT Tournés VERS LA RIPOSTE AU NOUVEAU PLAN D'AUSTÉRITÉ

* un matériel quatre pages grand public sera mis à disposition dans les prochains jours et portera notamment sur :

- Nature et origine de la dette,
- Mesures d'austérité annoncées en précisant les effets pour les

citoyens.

- une CGT disponible pour construire la riposte avec les salariés

Nous devons conjuguer nos efforts à tous les niveaux en nous tournant résolument vers les salariés afin de

construire, avec eux, les initiatives et les mobilisations pour changer la donne, avoir prise sur les éléments : salaires et emploi.

Parallèlement nous décidons d'actions coordonnées :

* Campagne sur les Retraites: le CCN décide l'organisation d'un grand meeting national en janvier 2012, pour :

- La retraite à 60 ans ;
- La reconnaissance de la pénibilité ;
- La défense du système de retraite solidaire et par répartition.

* Politique Industrielle: Suite aux propositions du collectif confédéral, il a été décidé que la prochaine étape de notre campagne prendra la forme de mobilisations, d'actions coordonnées dans chacune des régions dans cette fin d'année 2011 et début 2012.

* Journée européenne du 30 novembre sur la défense des Services publics, lancée par la Fédération Syndicale Européenne des Services Publics « *Non à l'austérité, oui aux Services publics, à la croissance et l'emploi* ». Il s'agit en même temps de coordonner les personnels des services publics et d'adresser un matériel spécifique en direction des citoyens, des usagers des services publics.

Cette journée est partie intégrante de notre campagne CGT de reconquête des services publics.

Le CCN appelle les organisations à redoubler d'efforts pour nous déployer en direction des salariés. La syndicalisation reste le seul moyen pour leur permettre de construire leurs revendications et le rapport de force pour les faire aboutir.